Union des Travailleurs Communistes Libertaires

Edité par le Groupe de Tours

ERRATUM...

Nos lecteurs trouveront quelques fautes d'orgraphe et de ponctuation qu'ils voudront bien excuser.

Nous signalons ci-après des fautes plus importantes :

il faut lire

- page 1, 4 lignes avant la fin "des salaires extrêmement bas"
- page 2,20ème ligne "Croix de Feu"
- page 4,15ème ligne "adopter"
- page 6,16ème ligne "la CGT unifiée"
  29ème ligne "cortèges"
- page 8,31ème ligne "la grève se mêle
- page 14,7ème ligne "prise en mains"
- page 15,2ème ligne "du pétainisme"
- page 17,5 et 8ème lignes "hitlérienne" et "hitlériens"
- page 19,Bibliographie "JUIN 36 - J. DANOS"
  avant "MASPERO,1970" ajouter D. GUERIN

IL Y A 50 ANS... LE FRONT POPULAIRE

Un tel sujet a suscité plusieurs ouvrages et de nombreux articles. Dans le cadre de notre Revue, nous ne pouvons que nous limiter à une rapide étude survolant les événements mais permettant à l' UTCL de proposer une conception originale de la notion même de Front Populaire.

Le mérite de cette étude, c'est aussi d'avoir été écrite par un des plus anciens parmi nous, qui a vécu sa jeunesse, au sein des évènements qui ont bouleversé le pays et surtout sa classe ouvrière de 1934 à 1939.

Offensive des masses? Regroupement politicien? Révolution manquée? Savante stratégie de la classe bourgeoise?

Le Front Populaire fut tout cela à la fois.

LA MONTEE DE LA PUISSANCE OUVRIERE

Dans les années 30, la classe ouvrière française subit cruellement les effets de la crise mondiale : le chomage s'étend, la misère est courante, les travailleurs ont pour beaucoup des salaires extrêment bas. Seule une minorité d'entre les ouvriers sont syndiqués les employés étant pour la plupart inorganisés. On s'imagine mal aujourd'hui qu'il fallait du courage

pour chômer le Premier Mai et plus encore pour manifester : on risquait le licenciement et les charges violentes des forces de police.

La paysannerie, divisée, connaît une chute vertigineuse des prix agricoles, les faillites se multiplient, c'est l'inquiétude permanente. Les ouvriers agricoles vivent comme des esclaves, les petits fermiers sont la proie des riches propriétaires terriens.

Quant à la bourgeoisie française, au faîte de sa puissance économique militaire et coloniale, elle n'en est pas moins hésitante en politique. La petite bourgeoisie est divisée, démoralisée, ne parvient pas à choisir nettement entre le républicanisme "radical" (conservateur) et les promesses des diverses ligues fascistes.

Le fascisme français, jusque là marginal et surtout journalistique prend de l'ampleur malgré ses divisions en de multiples mini-organisations : Jeunesses Patriotes, Croix de Fer, Francistes, Solidarité Française, Union Nationale des Combattants, etc.. auxquelles s'ajoute la violente formation de combat royaliste des Camelots du roi(1). Le 6 Février 1934, toutes ces forces tentent une insurection qui échouera de par les divisions internes et devant la répression des forces de l'Etat.

Tout va partir de ce moment : le 12 Février, une action commune à la base s'impose dans tout le pays en riposte aux menées fascistes. La C.G.T. décrète la grève générale à laquelle se rallie la C.G.T.U. (d'obédience communiste).

(1) Le P.P.F. (Parti Populaire Français) de Doriot viendra un peu plus tard, lorsque Doriot aura été rejeté du Parti Communiste.

C'est un succès inattendu et foudroyant : l'après-midi du 12, les deux cortèges du P.S. et du P.C. se rejoignent aux cris de " Unité! Unité! ".

Les fascistes, vaincus, se terrent mais ils ont réussi à discréditer les dirigeants du parti radical dont le gouvernement est remplacé par les représentants de la réaction traditionnelle. Celle-ci est, provisoirement, le grand vainqueur et son gouvernement obtient de la chambre des Députés le droit de gouverner par décrets-lois. Les gouvernements Doumergue puis Laval réduisent fortement les traitements et salaires de la fonction publique, des cheminots, etc...

La riposte populaire du 12 Février a mobilisé les énergies, l'enthousiasme.

Les dirigeants des partis sont contraints de proner l'unité d'action.

Pendant tout le printemps 1934, la volonté des travailleurs se renforce et balaie les réticences des dirigeants.

Le tournant politique du P.C. va jouer un grand rôle : le P.C. passe du sectarisme à l'appel au Front unique, cela sous la pression de la direction de l'Internationale communiste. Le bureau politique du P.C. propose à la S.F.I.O. un "pacte d'unité d'action". La direction socialiste, très réticente, d'abord, acceptera en Juillet de répondre positivement Le 27, le Pacte est signé. Mais ce n'est qu'un pacte défensif contre les préparatifs de guerre, les menaces fascistes et les décrets-lois.

L'idée d'un regroupement plus important est défendu par un "comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes " dont la propagande a un retentissement considérable.

Pendant ce temps, Maurice Thorez, secrétaire général du P.C. propose la constitution d'un "Front Populaire du Travail de la Liberté et de la Paix" et

s'adresse aux "radicaux hostiles à la réaction". Les réticences socialistes ne s'atténueront que lentement mais en Juin 1935, le P.S. donne son accord. Entre temps, les radicaux, en plein recul électoral, se rapprochent du P.C.

La pression des masses s'est exercée non seulement dans la rue et dans les meetings mais aussi sur le plan électoral : les élections cantonales et municipales d'octobre 34 et 35 sont des victoires de la gauche, le P.C. a opéré une remontée spectaculaire.

De plus, un événement capital s'est produit en Mai 35 : un pacte d'assistance franco-soviétique a été signé par Laval et Staline. Staline déclare approuver la politique de défense nationale de la France et bientôt le P.C. vire au nationalisme, va adopoter le drapeau tricolore et la Marseillaise.

C'est dans l'unité que va se dérouler le 14 Juillet 1935 une immense manifestation (500.000 personnes au moins) qui donne l'impression d'une force irrésistible. En province comme à Paris, l'enthousiasme populaire est indescriptible.

Le Comité d'organisation du 14 Juillet devient le "Comité National de Rassemblement Populaire" dont le but est de préparer un programme électoral en vue des élections législatives de 1936.

Le programme ne séra établi et public qu'en Janvier 1936. Dans le Comité, le P.C. s'est montré très conciliant, allant jusqu'à écarter les nationalisations des banques et des industries, flattant le conservatisme des radicaux.

LE PROGRAMME DU RASSEMBLEMENT POPULAIRE

La première partie, traite de la défense des libertés, préconise la réforme de la presse et

de la radio, la défense du droit syndical et de l'école laïque.

Rien de concret sur le colonialisme.

La seconde partie prévoit la nationalisation des industries de guerre. C'est à peu près tout en dehors de grandes phrases.

La troisième partie vise à l'abolition des décrets-lois, l'augmentation du pouvoir d'achat, la réduction de la durée du travail, la retraite des vieux, la création d'un fonds de chômage, l'exécution de grands travaux, la revalorisation des produits agricoles, la création d'un office des céréales, la réforme du statut de la Banque de France, la réforme fiscale et le contrôle des changes.

C'est un programme qui fait se hérisser la droite alors qu'il ne porte aucune atteinte à la propriété et au pouvoir bourgeois.

Modéré dans le but d'attirer les classes moyennes, il ressemble au programme fondamental du Parti Radical, (que ce parti avait d'ailleurs oublié).

C'est un programme électoraliste, réformiste, qui ne répond que médiocrement aux aspirations des masses populaires.

VERS LA VICTOIRE ELECTORALE

La mobilisation populaire se fait incontestablement sur le plan politique - les partis de gauche recrutent - mais plus encore sur le plan syndical.

La C.G.T.U. Communiste qui n'a cessé de s' affaiblir depuis 1921 propose la fusion à la C.G.T. Un accord sur une définition de l'indépendance du syndicalisme permet aux deux centrales de voter l'unification qui est officialisée au Congrès de Toulouse en Mars 1936. Il y a compromis entre le ralliement au programme du Front Populaire et l'acceptation d'un "plan de la C.G.T.", plus hardi dans le domaine des nationalisations mais en fait très "collaboration de classe" puisqu'il préconise un "Conseil Supérieur de l'Economie" composé de délégués ouvriers et patronaux.

Mais la masse des travailleurs se passionne peu pour des discussions qu'ils laissent aux spécialistes et aux militants syndicaux chevronnés. C'est l'enthousiasme : en trois mois, 250.000 travailleurs rejoignent la C.G.T. inifiée , les luttes deviennent plus nombreuses, plus offensives, souvent victorieuses Le 1er Mai 1936 est un triomphe.

L'atmosphère du pays change profondément et rapidement : les ouvriers prennent conscience de leur force. Même dans les classes moyennes, c'est l' espoir. La tension politique monte à l'approche des élections législatives. Le premier tour de scrutin donne 3 millions et 1/2 de voix aux partis ouvriers, au second tour le P.S. totalise 146 élus, le P.C. 72 élus.

Dans les quartiers ouvriers, c'est l'explosion de joie : le soir du 3 Mai, des manifestations spontanées, des crotèges au chant de l'Inernationale, sous une floraison de drapeaux rouges (le ralliement du P.C. au tricolore est encore timide). Les tentatives de contre-manifestations fascistes en province sont brisées violemment par les travailleurs.

MOUVEMENT GREVISTE ET GRENOUILLAGES POLITICIENS

Léon Blum prépare son gouvernement qui sera socialo-radical : le P.C. et la C.G.T. soutiendront mais sans participer. Blum négocie avec les radicaux qui ont encore 116 sièges malgré un recul électoral bien net. Blum multiplie les discours. Mais pendant ce temps les masses vont passer à l'attaque.

Les premières grèves, dès le mois de Mai, prennent un tour inconnu jusqu'alors : les travailleurs occupent les entreprises, chez Bréguet au Havre, chez Latécoère à Toulouse et les grévistes c'est tout simplement l'unanimité des ouvriers. A ces grèves défensives victorieuses, déclanchées contre le licenciement de militants grévistes du 1er Mai, vont succéder sans délai des grèves offensives appuyant des revendications de salaires et d'aménagement des temps de travail.

On imagine mal aujourd'hui cette période d'intensité, ces cortèges ouvriers drapeaux rouges en tête, à la sortie des ateliers, sous les applaudissements et l'oeil ému des passants. On imagine mal la passion politique s'emparant des jeunes des écoles, des lycées, des étudiants. On imagine mal ces grèves "sur le tas" se déclenchant sans qu'on puisse les prévoir. Le pays est comme boulversé.

Trois semaines après la victoire électorale, l'ancien gouvernement est toujours en place, rien ne se fait. Mais les foules ouvrières ont pris conscience de leur puissance et le défilé unitaire au mur des Fédérés le 24 Mai rassemble plus de 600.000 manifestants.

C'est la métallurgie parisienne qui va donner son essor au mouvement des grèves.

Le gouvernement provisoire de Sarraut tente une conciliation entre le patronat et les syndicats. Les chefs ouvriers veulent éviter tout désordre et les patrons ne souhaitent pas que le gouvernement

emploie la force pour faire évacuer les usines. Fin Mai, la grève cesse chez Renault, le mouvement dans son ensemble semble aller vers la détente devant des propositions patronales assez médiocres et on attend la venue au pouvoir de Léon Blum prévue pour le 4 Juin

Mais le 2 Juin on assiste à une brutale reprise du mouvement qui cette fois s'étend à toutes les corporations, la métallurgie restant en tête avec 200 usines occupées.

La C.G.T., le Syndicat des métaux, l'Union des Syndicats de la Région Parisienne souhaitent maintenir "la discipline et la tranquilité" alors que partout les grèves s'accompagnent de l'occupation des lieux de travail, rassemblent pratiquement 100% des travailleurs qui reçoivent l'appui des municipalités et de l'ensemble de la population.

Le 4 Juin, Léon Blum prend le pouvoir et le Président de la République Albert Le brun le supplie de "faire quelque chose". Les patrons, atterrés, s'en remettent au gouvernement.

L'allocution de Blum à la radio, le 5 Juin, tente de convaincre les travailleurs que tout est changé et qu'ils vont avoir satisfaction. Or, le mouvement des grèves s'étend jusqu'au 7 Juin et touche les petites entreprises des quartiers de moins de 10 ouvriers et les "prolétaires en faux-col" des magasins des services publics, de l'alimentation, et dans des entreprises où le syndicat n'existe pas. Dix mille ouvriers agricoles occupent les fermes en Seine et Marne et Seine et Oise.
La grève se même intimement à la vie quotidienne.

Blum est découragé, la C.G.T. par la voix de Jouhaux appelle au calme.

En fait, les dirigeants sont dépassés par leur troupes et n'ont pas le contrôle de la grève. La panique gagne les rangs du patronat: certains patrons cèdent et les victoires ouvrières se multiplient.

Pour tenter de reprendre le mouvement en mains, des fédérations lancent un ordre de grève générale pour le 8 Juin; c'est un effort pour se replacer à la tête de la classe ouvrière qui trouve dans son dynamisme des solutions à toutes les situations. Ainsi les délégués des usines d'aviation menacent-ils de faire tourner les machines sans les patrons...

Le 7 Juin, le gouvernement convoque la C.G.T et la C.G.P.F. (patronat) à l'Hôtel Matignon.

LES ACCORDS MATIGNON - VICTOIRE ET TRAHISON

On sait, depuis le procès de Riom, par les déclarations de Blum devant les magistrats de Vichy, qu'en fait, Lambert-Ribot, un des représentants les plus en vue du gros patronat de la métallurgie, délégué général du "Comité des Forges", a été à l'origine de la réunion de Matignon.

Ce n'est donc pas Léon Blum qui fut le promoteur de cette réunion dont la cause profonde est la toute puissance de l'action ouvrière.

En échange de la cessation des occupations d'usines, le patronat cédera sur tous les points.

Il faut, ici, citer les paroles de Léon Blum devant la cour de Riom : " La contre-partie, c'était l'évacuation des usines; les représentants de la C.G.T. ont dit aux représentants du grand patronat : " Nous nous engageons à faire tout ce que nous pourrons, mais nous ne sommes pas sûrs d'aboutir. Quand on a affaire à une marée comme celle-là, il faut lui laisser le temps de s'étaler. Et puis c'est maintenant que vous allez peut-être regretter d'avoir systématiquement profité des années de déflation et de chômage pour exclure de vos usines tous les militants syndicalistes. Ils n'y sont plus pour exercer sur leurs camarades l'autorité qui serait nécessaire pour exécuter nos ordres".

La C.G.T. va d'ailleurs s'appuyer sur les accords Matignon pour pousser à la reprise du travail.

En vérité, il s'agit à la fois d'une victoire et d'une abdication. Pourtant, il faudra une seconde réunion à Matignon, le 10 Juin, pour des mises au point concernant les plus bas salaires et la reprise du travail.

Mais les travailleurs ne suivent pas les directives confédérales et tentent de dépasser les acquis du 7 Juin.

Dès le 11 Juin, la Chambre des Députés, pressée par Léon Blum, vote la Loi sur les congés payés, la suppression des décrets-lois sur les salaires, les conventions collectives. Le 12, elle vote la loi sur la semaine de 40 Heures.

Parallèlement, la C.G.T. fait appel à la discipline, dénonce " des éléments sans mandat ni responsabilités ". Le Comité National du Rassemblement Populaire annule la manifestation de victoire prévue pour le 14 Juin, le gouvernement concentre autour de la capitale des troupes et la garde mobile, également dans le Nord et dans les régions touchées par les grèves agricoles.

Maurice Thorez, le 11 Juin, devant les membres du P.C. de la Région Parisienne est clair : " il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement" " il faut savoir terminer une grève" et il appelle à ne pas compromettre l'oeuvre du gouvernement. Le Comité Central approuve la ligne Thorez et cette position recevra les félicitations de toute la presse.

Les ouvriers, à partir du 13 Juin, évacuent les usines, bien que certaines grèves se poursuivent jusqu'à la fin du mois (par exemple, dans les grands magasins à Paris, en province dans les grandes villes et les ports) ou se déclanchent tardivement. Mais dans l'ensemble c'est l'apaisement.

Le 14 Juin, toute la province a manifesté la joie populaire. A Paris, la fête de la victoire, reportée au 14 Juillet, rassemblera 1 Million de manifestants, la plupart des fenêtres le long du cortège pavoisées de rouge.

VERS LA DEFAITE

La contre-offensive de la bourgeoisie va maintenant se préparer. Déjà, le 7 Juillet, le Sénat veut obtenir du gouvernement qu'il condamne les occupations des usines et des fermes et le ministre de l'Intérieur Salengro promet d'y mettre un terme " par tous moyens appropriés".

Un moyen rapide et sûr pour annuler les conquêtes ouvrières est mis en oeuvre : les prix montent de plus de 20% entre mai et novembre, ils subiront une hausse délirante jusqu'en 1938. Or, il s'agit bien d'une spéculation que la hausse des salaires et la limitation de la productivité ne justifient pas, ce qui est reconnu depuis par tous les économistes.

Par ailleurs, l'action des banques et le jeu classique du régime économique se conjuguent : recherche du profit maximum, refus de prêter à l'Etat, fuite des capitaux (les sorties d'or ont commencé dès 1935!).

Tout cela entraînera la chute du gouvernement Blum qui s'est attaché à "créer un climat de confiance" au lieu d'agir en s'appuyant sur les forces populaires. Il n'y aura ni contrôle des changes, ni prélèvement sur les grandes fortunes, ni échelle mobile.

L'expérience sera liquidée en quatre temps :

- la dévaluation
- la pause
- la chute de Léon Blum
- l'élimination d'un second cabinet Blum.

La pause, préconisée par Léon Blum est en fait une capitulation devant la Finance Française appuyée par la Finance Britannique (qui d'ailleurs à imposé à Léon Blum la non-assistance à l'Espagne populaire).

Politiquement, les radicaux vont revenir à leur politique traditionnelle de droite, à la Chambre comme au Sénat : en Juin 37 le gouvernement radical Chautemps comprend encore des socialistes; en Janvier 38 un second gouvernement Chautemps ne comprend plus de socialistes; en avril 1938 un gouvernement Daladier avec participation de la droite.

Finie la comédie?...

Pas tout à fait. La fusillade de Clichy le 16 Mars 37 montre que dans les rangs ouvriers on n'est pas encore mûr pour la capitulation devant les fascistes et devant le gouvernement. Des débrayages se multiplient le 17 et pour calmer le jeu, l'Union Départementale C.G.T. déclanche une grève générale "pour le maintien de l'ordre" le 18. C'est un succès mais on a réussi à canaliser la colère ouvrière. La Loi du 31 Décembre 36 sur l'arbitrage obligatoire sera prorogée jusqu'en 38 et interprétée restrictivement. Des grèves éclatent encore (dont la grève de la métallurgie parisienne en mai-avril 38) mais presque toutes sont des échecs.

La C.G.T. dont les effectifs sont montés jusqu'à 5 Millions n'a pas pour autant accru sa puissance. Elle se divise, la lutte reprend entre ex-confédérés et ex-unitaires et ces derniers, plus dynamiques, s'emparent de nombreux postes responsables.

Le Congrès de la C.G.T. (Nantes, novembre 38) est divisé tant sur le problème de l'indépendance du syndicalisme que sur celui de la paix. Toutefois, l'unanimité se refait contre les décrets-lois Daladier qui pratiquement annulent les acquis de 36.

Des grèves éclatent, le gouvernement mobilise les forces policières pour faire évacuer les usines, les heurts sont graves (des centaines de blessés, d'emprisonnés). Face à cela, les dirigeants de la C.G.T. lancent pour le 30 Novembre 1938 un ordre de grève générale mais sans occupation d'usine, sans aucune manifestation ou réunion.

Le gouvernement réunit les chefs de la police et de l'armée, procède à des réquisitions, menace les fonctionnaires et cheminots, utilise la radio pour démoraliser les travailleurs.

Le mouvement ouvrier affaibli va connaître (malgré des succès dans les mines, les métaux, le bâtiment) un échec général. La patronat licencie et lockoute des centaines de milliers d'ouvriers.

La classe ouvrière est démoralisée, la C.G.T voit fondre ses effectifs. Cette fois, c'est bien fini la guerre est proche.

LES CARACTÉRISTIQUES DE JUIN 1936

On a parlé de "révolution manquée".

Sans doute, les conditions d'une crise révolutionnaire étaient créées en Mai-Juin 36:

- le mouvement surgissait dans une période de difficultés économiques et de confusion politique
- il manifestait la puissance et le dynamisme de la classe ouvrière qui mûrissaient depuis 2 ans et se trouvaient multipliés par une victoire électorale mettant au pouvoir un gouvernement qui ne pouvait agir brutalement contre le mouvement ouvrier.
- une transformation sociale hardie accompagnait dans un pays voisin, l'Espagne, la lutte antifasciste. L'axe France-Espagne pouvait changer l'Europe en opposition à l'axe Rome-Berlin.
- le mouvement avait l'appui (au moins une certaine sympathie) des classes moyennes
- la bourgeoisie était surprise, désemparée même
- le reflux des forces fascistes et la neu-

tralité de la majorité de la police et de l'armée accompagnaient la panique patronale.
- les occupations des entreprises (usines, mines, magasins, entrepôts, fermes) assuraient une puissance réelle et étaient généralisées et en un nombre non négligeable des points, l'idée de prise en moins de la production faisait son chemin.

Rarement les circonstances favorables à un bouleversement social se sont trouvées à ce point réunies.

Mais le légalisme forcené de la plupart des chefs socialistes, les impératifs de la politique internationale de l'URSS pour les staliniens, la dégénérescence réformiste des syndicalistes ont fait que le combat de classes s'est arrêté en chemin, les dirigants ayant pour souci principal de maintenir l'ordre social existant et d'assurer leur propre pouvoir.

Certes, la classe ouvrière française était, pour des raisons de tradition, attachée à la parole des dirigeants et à l'illusion parlementaire et gouvernementale.

Mais tout pouvait basculer, tout dépendait de la popularisation de quelques exemples : les grèves les plus hardies, les tendances à se passer des patrons.

Au plus fort du mouvement bien des travailleurs ne se cachaient pas pour proclamer : c'est la Révolution.

Mais un tel mouvement peut aussi, au lieu d'être encouragé, se voir peu à peu démoraliser.

La soi-disant politique d'ouverture vers les classes moyennes que les dirigeants ont pratiqué n'a d'ailleurs abouti qu'à sauver un parti radical assez délabré et à redonner confiance aux forces réactionnaires et fascistes comme on le verra avec

l'histoire du complot de la Cagoule et après 40 avec le triomphe des pétainisme.

Or, il y avait une autre politique possible vis à vis des classes moyennes : les entraîner par des mesures énergiques et hardies, des perspectives de transformations mettant fin à leurs difficultés.

Un autre aspect négatif du Front Populaire a rarement été étudié : l'absence de comités de base. Les militants restaient fidèles à leurs partis, leurs syndicats, il y avait des manifestations communes mais les Comités Locaux de Front Populaire n'ont guère existé et cela a joué dans le caractère du Front Populaire qui fut d'une part une alliance électorale aux mains des états-majors, d'autre part, certes, un immense mouvement populaire mais qui ne sut trouver de formes d'organisation spontanées reflétant directement un réel pouvoir de la base dans les localités et les quartiers et qui eût pu tenir tête aux états-majors.

De même, sur le plan entreprises, on découvre à côté des aspects positifs, de lourdes insuffisances :

1/- Les occupations d'usines représentent une grande initiative de mise en cause de la légalité, de la propriété et ont le mérite de montrer ou de rappeler que les conquêtes ouvrières sont arrachées -toujours- par des actions en marge de la loi ou instaurant une nouvelle légalité, mais les occupations de 1936 conservent un caractère défensif de surveillance contre d'éventuelles interventions fascistes ou policières, elles pouvaient sans doute passer à une étape supérieure de lutte en transformant les usines en forteresses, mais elles posent rarement le problème d'un pouvoir positif : les ouvriers ne sont pas armés, la notion de gestion économique est rarement posée et les qualités de discipline et d'organisations ne sont utilisées que contre les violences et pour protéger le potentiel de chaque entreprise.

2/- La contagion et la spontanéité ont joué un rôle déterminant mais il ne se produit aucune grève générale sur le plan national : les grèves ont lieu souvent par corporations mais sur le plan local ou régional. Une seule grève générale interprofessionnelle eut lieu; encore fut-elle limitée au plan local (en Juillet, à Avignon).

Certes, il y a l'unité profonde du mouvement mais ceux qui pouvaient coordoner, généraliser, pousser en avant ont tout fait pour aller vers la décrue.

3/- Les Comités de grève restent en contact avec la base, une Assemblée Générale se tient chaque jour et les décisions d'approbation ou de refus des accords sont soumises au vote des travailleurs et il arrive souvent que les assemblées repoussent les propositions des délégués. Mais bien souvent les Comités de grève ne sont pas élus et ne sont que des réunions de militants syndicaux et politiques connus, trop souvent porte-paroles de leurs organisations respectives.

LES LEÇONS DE L'HISTOIRE

Il est hors de doute qu'il y a eu en Juin 36, plus ou moins exprimée dans les proclamations mais parfaitement perceptible dans les faits, une volonté révolutionnaire de la classe ouvrière. C'est un changement profond de régime, c'est "changer la vie" que voulaient les travailleurs et ils ont eu tout en mains pour aller plus loin.

Mais leurs luttes ont été contenues pour qu'elles ne dépassent pas les revendications économiques et qu'elles s'accompagnent de la confiance dans les dirigeants traditionnels et les illusions sur les possibilités du pouvoir d'Etat.

Au lieu de viser à briser l'Etat capitaliste et ses institutions, de promouvoir un double pouvoir vers le pouvoir ouvrier réel, les dirigeants ont riva-

lisé dans leurs efforts d'apaisement et ils l'ont emporté.

On a ménagé les grands corps de l'Etat, la Banque, la Bourse et la City de Londres, on a abandonné la révolution espagnole. Prétenduement pour ne pas affaiblir la France contre l'agression lithérienne, on a remis finalement le pouvoir à la réaction, le peuple espagnol a été écrasé, la guerre n'a pas été évitée et les lithériens et les fascistes français ont occupé le pays. Que d'années de misère avant que la classe ouvrière retrouve ses forces!

XX
X

Périodiquement, on l'a bien vu en 1956 avec le prétendu "Front Républicain" poursuivant la guerre d'Algérie, les politiciens ressortent le mot d'ordre de "Front Populaire".

Certes, c'est une notion extrêmement mobilisatrice et les communistes libertaires d'aujourd'hui, comme ceux de 1936 ou de 1956, sont partisans d'unir à la base les forces populaires dépassant largement les contours de la classe ouvrière organisée. Pas de révolution pensable sans cela.

Mais il faut être bien clairs car la question un jour ou l'autre, se reposera et il n'est pas sûr - comme nos camarades l'ont tenté en 1936 - que la meilleure façon de clarifier soit d'opposer un " Front Révolutionnaire" (qui risque aussi de n'être qu'un cartel de groupuscules) au "Front Populaire".

La distinction qu'établit D. Guérin entre deux formes, deux conceptions du Front Populaire,

nous paraît la plus éclairante et bien proche des vrais problèmes tels qu'ils se sont posés dans l'histoire des 50 dernières années :

- d'une part un Front Populaire alliance électorale ente sociaux-démocrates, staliniens et radical-libéralisme bourgeois, le front populaire des politiciens.
- d'autre part un Front Populaire qui soit le mouvement puissant, extra-parlementaire, à l'initiative de la classe ouvrière, le front populaire des rues et des usines.

BIBLIOGRAPHIE

- Toute la presse de l'époque, notamment le Temps, l'oeuvre, le Populaire, l'Humanité, le Libertaire.
- Révolutionnaires du Front Populaire - J.P Rioux Collection 10x18
- Juin 36 - J. Darros et M. Gibelin (les Editions Ouvrières, 1952)
- Léon Blum devant la Cour de Riom (les Editions de la Liberté, 1945)
- Front Populaire,révolution manquée (Maspéro,1970)
- Cahiers n°26-27 (CIRA,Marseille)

LISEZ "LUTTER"

ORGANE MENSUEL
DE L'UTCL
(UNION DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES LIBERTAIRES

ABONNEMENTS A EDITIONS "L" BP 286
75525 PARIS CEDEX 11

LE FIL DU TEMPS :

Il court entre les anti-autoritaires de la 1ère Internationale et les communistes libertaires d'aujourd'hui. Pour nous, il s'agit de relier les acquis historiques de ce courant, ceux du mouvement ouvrier, dans une stratégie crédible, cohérente, adaptée à notre époque. Cette série de brochures veut y contribuer.

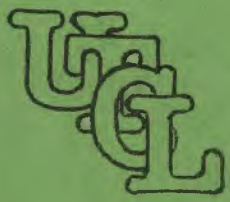
Déjà paru

LE FIL DU TEMPS N°1
LE MESSAGE REVOLUTIONNAIRE DES AMIS DE DURRUTI
(Espagne 1937) G. Fontenis

LE FIL DU TEMPS N°2
LE MANIFESTE DU COMMUNISME LIBERTAIRE
(Réédition commentée) G. Fontenis

CORRESPONDANCE, COMMANDES, REGLEMENTS A

A. SENEZ, CANGEY
37530 AMBOISE



N°4 LE FIL DU TEMPS

PRIX 5 FRCS

POUR L'ÉGALITÉ